

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 24/06/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE ARMOR SILO**

La Gare  
22640 Plénée-Jugon

Références : 2024.220 - Recommandé n° 1A 201 646 9392 4  
Code AIOT : 0005500239

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement SOCIETE ARMOR SILO implanté La Gare - ZA les Vallés 22640 Plénée-Jugon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 juin 2024 dans l'installation de la société ARMOR SILO implantée sur la commune de Plénée-Jugon. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action départementale de contrôles inopinés réalisés par l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE ARMOR SILO

- La Gare - ZA les Vallées 22640 Plénée-Jugon
- Code AIOT : 0005500239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMOR SILO exploite une installation de réception et de stockage de céréales dans la zone artisanale des Vallées sur la commune de Plénée-Jugon. Les installations sont constituées d'un silo plat, de fosses de déchargement, d'une tour de manutention et d'équipements de transferts des céréales. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 1993 (capacité du silo : 150 000 tonnes).

Suite à une évolution de la nomenclature, les installations relèvent désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5	Sans objet
5	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.B	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle :- une non-conformité pour laquelle l'inspection des installations classées propose au préfet une mise en demeure de respect de prescription (remise en état de la colonne sèche);  
- des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives ou apporter des justificatifs de conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Règles d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les silos sont séparés des autres installations présentant un risque d'incendie (dépôt d'engrais, produits phytopharmaceutiques, etc.) par un espace libre de 10 mètres minimum ou par un mur présentant les caractéristiques REI 120. Les différentes parties du silo (la tour de manutention, la fosse d'élévateurs, les cellules fermées, les bâtiments abritant les cellules ouvertes et les galeries) sont implantées à une distance minimale de la limite du site de 1,5 fois leur hauteur telle que définie en annexe V, avec un minimum de 25 mètres. Ces distances minimales d'éloignement sont comptées à partir des contours de la partie de silo concernée. [...] Les locaux administratifs sont éloignés des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement ou des boisseaux de reprise) et des tours de manutention d'au moins 10 mètres. Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agréage et de pesage, etc.) ne sont pas concernés par le respect de cette distance minimale d'éloignement
<b>Constats :</b>  Il n'existe pas de locaux administratifs situés à proximité du silo plat. Le local utilisé par le personnel pour la conduite du silo est connexe aux installations mais n'est pas concerné par le respect d'une distance minimale d'implantation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières. Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m <sup>2</sup> . Des consignes écrites de nettoyage précisent notamment les volumes et les surfaces à nettoyer, le personnel qui a la charge de ce nettoyage, le matériel à utiliser et sa disponibilité, les modalités du contrôle (par exemple au moyen de témoins d'empoussièrement placés au sol) et des vérifications de propreté. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité

et cela est précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire.

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'inspection a constaté un dépôt important de poussières dans la tour de manutention.  
Le nettoyage est réalisé par soufflage, l'inspection n'a pas constaté la présence d'aspirateur.  
L'exploitant a présenté un classeur comportant les fiches de traçabilité des interventions, dont le nettoyage. Le dernier nettoyage effectué est indiqué au 12/07/2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit procéder au nettoyage de la tour de manutention et justifier de la réalisation du nettoyage par aspiration partout où cela est possible. Le recours au dispositif de nettoyage par air comprimé ou balai doit rester exceptionnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/1993, article 31

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement devra pouvoir disposer à moins de 100 mètres de ses limites d'un ou plusieurs poteaux d'incendie conformes à la norme NFS 61213 capables de fournir un débit de 1000 litres par minutes sous une pression dynamique de 1 bar.

En cas d'impossibilité matérielle, une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m<sup>3</sup> devra être créée. Une plate-forme d'aspiration «pompier» sera aménagée. Son accès sera maintenu dégagé en permanence.

En outre, l'établissement devra être équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins :

- des extincteurs appropriés en nombre suffisant dans les différents locaux en fonction des risques encourus. Ils seront d'un type homologué NFMIH.
- d'une ou plusieurs colonnes sèches.

La prise de chaque colonne devra être facilement accessible et signalée. Elle devra comporter un système de purge en partie basse. A chaque niveau accessible, des prises d'incendie à robinets devront être installées sur ces colonnes.

Ces matériels devront être maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a mis en évidence la présence d'extincteurs répartis aux différents niveaux de l'établissement. Les équipements font l'objet d'un contrôle périodique.</p> <p>Par sondage, l'inspection a relevé que les extincteurs ont été contrôlés en octobre 2023. Un extincteur de la tour de manutention (n°11) ne présente pas d'étiquette de contrôle. L'inspection n'a pas pu vérifier si l'équipement a fait l'objet d'une vérification.</p> <p>Le registre de vérification n'est pas présent sur place, l'exploitant a indiqué que les documents de traçabilité des vérifications sont conservés sur le site de Plestan.</p> <p>L'inspection a constaté que la colonne sèche est hors-service. Une affiche apposée à l'extérieur, en partie basse de la colonne, indique "non utilisable en l'état".</p> <p>Un poteau incendie est implanté aux abords du site entre les deux portails d'accès (partie sud du site). Un autre poteau incendie est présent au bout de l'impasse. L'exploitant n'a pas pu justifier de la disponibilité effective des débits et de pression des poteaux. Selon l'exploitant, l'ouvrage de stockage d'eau (en partie ouest du site) a une fonction de réserve incendie. Le bassin n'est pas équipé de portail fermé à clef pour éviter toute intrusion ou chute dans le bassin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de respecter la prescription de disposer d'une colonne sèche conforme aux normes en vigueur. L'exploitant doit fournir les justificatifs et actions correctives suivantes :</p> <p>Justifier de la disponibilité effective des débits d'eau et de pression des poteaux incendies (information à collecter auprès de la communauté d'agglomération). Aménager une plate-forme d'aspiration pour les pompiers au niveau de la réserve incendie. S'assurer que la réserve en eau a été réceptionnée par le SDIS et le justifier à l'inspection des installations classées.</p> <p>Procéder au contrôle de l'extincteur n°11 et remettre en place une étiquette de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance et conditions de stockage.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.</p> <p>Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés</p>

<p>au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.</p> <p>La périodicité des relevés de température est déterminée par l'exploitant. Elle est a minima hebdomadaire tant que la température n'est pas stabilisée ou mensuelle lorsqu'elle est stabilisée.</p> <p>Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La température des céréales stockées est contrôlée avec une sonde thermométrique. Les enregistrements de température n'ont pas été consignés en raison de problèmes informatiques selon les déclarations de l'opérateur (les derniers enregistrements sont datés de juillet 2022).</p> <p>En cas d'auto-échauffement, l'opérateur a expliqué la conduite à tenir mais la procédure écrite n'a pas été présentée.</p> <p>L'opérateur a indiqué que des sondes thermométriques sont en cours d'installation et qu'un logiciel sera mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la mise en place des sondes thermométriques et justifier l'enregistrement effectifs des données.</p> <p>Afficher la procédure écrite relative à la conduite à tenir en cas d'auto-échauffement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Dispositions d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.B</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes.</p> <p>De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Par sondage, l'inspection a constaté sur la supervision les dispositifs de sécurité équipant les installations de manutention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Capteur de rotation sur le transporteur à bande TB22 (crTB22)</li> <li>- Capteur de déport de bande (dbTB22).</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du capteur déport de bande. L'opérateur a indiqué qu'en cas d'incident, un défaut s'affiche sur la supervision.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection s'est déplacée au niveau du bassin de rétention implanté à l'ouest du site. Ce bassin permet de réguler les eaux pluviales et peut servir de confinement en cas de pollution.</p> <p>L'inspection a constaté le développement important de la végétation autour du bassin.</p> <p>L'inspection n'a pas pu voir la vanne de confinement en aval du bassin et n'a pas pu s'assurer de son bon fonctionnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder à l'entretien de la lagune afin de garantir son bon fonctionnement (le développement de la végétation et le développement racinaire peut altérer le caractère imperméable du bassin).</p> <p>Vérifier l'emplacement et le fonctionnement de la vanne d'isolement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>